M. Andras: Monsieur l'Orateur, à un moment plus opportun, je dégagerai volontiers les tendances statistiques, quand j'aurai eu le temps d'étudier en détails les chiffres les plus récents sur lesquels le député fonde sa question.

P.P.-J.—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA RECONDUCTION DU PROGRAMME

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une dernière question supplémentaire? Comme le chômage chez les jeunes est un problème extrêmement grave, le gouvernement a-t-il toujours, comme on le dit, l'intention d'abolir Perspectives-Jeunesse, malgré la possibilité que de nombreux étudiants des niveaux universitaire et secondaire soient en quête d'emplois l'été prochain?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le député devrait attendre que les décisions soient annoncées à la Chambre au lieu de prêter foi aux conjectures découlant d'articles de journaux.

M. Trudeau: Que conseillez-vous? Dîtes-nous.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il y a maintenant 734,000 chômeurs au Canada, ce qui représente une hausse de 40 p. 100 comparativement aux statistiques du chômage de l'an dernier, combien de temps le gouvernement «tiendra-t-il bon», pour citer le premier ministre, avant de présenter des programmes qui feront baisser le taux de chômage au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à annoncer pour le moment, en particulier en ce qui concerne le budget.

L'INCIDENCE NÉFASTE DE L'INFLATION SUR L'ÉCONOMIE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Comme l'économie ne fonctionne pas à plein rendement, d'aucuns prétendent qu'elle n'en fournit actuellement que 82 p. 100, le ministre est-il encore d'avis que le problème économique fondamental auquel le pays fait face, c'est que la population essaie de retirer de l'économie plus que celle-ci ne peut produire?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cela demeure une préoccupation fondamentale, étant donné surtout qu'en augmentant les coûts de production des entreprises canadiennes, nous pouvons, avec le temps, nous fermer non seulement des marchés étrangers, mais aussi des marchés canadiens. Un des facteurs les plus importants du taux élevé de chômage pendant le trimestre est la réduction de l'activité économique

Questions orales

dans quelques-uns de nos principaux marchés étrangers, notamment les États-Unis, l'Europe et le Japon. Nous notons avec intérêt depuis quelque temps des signes de reprise dans ces marchés et nous reconnaissons que l'économie canadienne, puisqu'elle dépend tellement des exportations, continuera de faire face à des difficultés tant que certains de nos clients n'auront pas connu une reprise véritable.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

DEMANDE DE RECONSIDÉRATION DU PROJET DE COMPRESSION DES DÉPENSES DE CERTAINS PROGRAMMES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, puis-je adresser une question supplémentaire à un troisième ministre, soit au président du Conseil du Trésor? Ma question a trait aux nouvelles voulant que le ministre songe à réduire les dépenses de certains programmes fédéraux. Le ministre a-t-il calculé l'incidence économique nette de ces réductions sur la population? J'entends par là, a-t-il, ou le gouvernement, soustrait le coût de l'assurance-chômage et des versements d'assistance publique aux nouveaux chômeurs chez les fonctionnaires, des économies que le Trésor réaliserait d'abord par suite des réductions auxquelles le ministre songe? Si le gouvernement a étudié la question dans ce sens, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'il y songera à deux fois...

M. Stanfield: Sombrera deux fois!

M. Broadbent: ... avant d'effectuer d'importantes réductions dans ces programmes?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, je n'ai fait aucune déclaration publique au sujet du programme de dépenses pour l'an prochain. Lorsque ce programme sera prêt, il sera annoncé de la manière habituelle.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

LA SUSPENSION DE DEUX EMPLOYÉS DES COMMUNICATIONS AU QUÉBEC POUR AVOIR UTILISÉ LE FRANÇAIS

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Dans le cadre des problèmes soulevés par l'utilisation du français dans les communications air-sol, le ministre des Transports répondait à la Chambre le 21 novembre dernier au député de Champlain: «l'étude sur l'utilisation éventuelle du français dans d'autres domaines de l'aviation se poursuit». Comment le ministre peut-il alors expliquer la suspension hier de deux employés attachés au domaine aérien au Québec qui auraient fait usage de la langue française dans leurs communications?